

**Discours prononcé par Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, lors du
Conseil européen
Jeudi 14 décembre 2023**

Bonjour à toutes et à tous.

Le 23 juin 2022 a marqué une étape importante de notre projet européen. Ce jour-là, le Conseil a pris une décision historique: accorder le statut de pays candidat à l'Ukraine et à la Moldavie, et offrir une perspective européenne claire à la Géorgie.

Depuis un an et demi, l'Ukraine a fait de rapides progrès pour remplir tous ses objectifs en adoptant la législation et les réformes requises, et ce dans les conditions les plus difficiles.

Il en va de même pour la Moldavie.

Chers collègues,

Nous sommes au seuil d'un nouveau moment historique pour notre Union. Le choix nous appartient: soit nous saisissons cette occasion historique, soit elle restera dans l'histoire comme un échec.

Très souvent, la distance entre ces deux possibilités est infime.

Il est temps de nous montrer à la hauteur de nos promesses; de faire preuve d'unité et de solidarité, de courage et de détermination; de montrer que nous pourrions tous tirer avantage de cette situation.

L'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie est la prochaine étape.

Il s'agit d'une décision capitale et je comprends qu'elle soit difficile pour certains autour de cette table, ce que je respecte. Mais cette décision ne doit pas être dictée par des considérations politiques. Elle doit se fonder sur le mérite et sur le respect de nos critères, et tenir compte du fait que chaque nation emprunte son propre chemin pour atteindre les objectifs que nous lui avons fixés.

La situation géopolitique mondiale impose aussi un prix à payer pour l'inaction.

Comme je l'ai dit hier lors du sommet UE-Balkans occidentaux, l'occasion d'agir se présente aujourd'hui à nous tous. Ne la laissons pas passer.

En ce qui concerne la préparation de nos voisins à l'adhésion, sachez que nous sommes prêts à jouer notre rôle. Le Parlement européen et la Verkhovna Rada d'Ukraine entretiennent déjà des relations étroites. Tout récemment, nos deux parlements ont renouvelé leur protocole d'accord sur un cadre commun de soutien à la démocratie parlementaire. Voilà une façon concrète pour nous, Parlement européen, d'aider l'Ukraine à se préparer en vue de sa future adhésion à l'Union.

Il en va de même pour la Moldavie. Nos programmes de soutien à la démocratie et un partenariat étroit avec le parlement moldave accompagnent déjà efficacement le pays dans son parcours européen.

L'élargissement est notre plus solide investissement géopolitique, stratégique et tourné vers l'avenir. Nous savons tous combien il peut être une force de changement. Un élargissement fondé sur le mérite renforce notre continent, notre Union et notre mode de vie.

En ce qui concerne les Balkans occidentaux, nous devons prendre garde à ce que, des deux côtés, ni l'ambition ni la motivation ne s'émeussent. Nous constatons tous le déclin inquiétant des sentiments pro-européens dans la région, y compris parmi les jeunes. Pour ne pas s'étioler, l'espoir doit déboucher sur des résultats concrets.

Chaque pays candidat devra suivre son propre chemin, bâti sur le mérite, vers l'adhésion. Cela ne sera pas facile. Cela prendra aussi du temps – comme nombre d'entre nous ici peuvent se le rappeler et en témoigner.

Mais alors que ces pays mènent des réformes et se transforment, nous devons être prêts à en faire autant. Cela signifie poursuivre les discussions sur l'évolution à venir de l'Union européenne – à commencer par la place de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen.

La contribution du Parlement européen aux réformes est détaillée dans notre rapport sur la modification des traités, qui constitue une bonne base pour cette réflexion. J'ai bon espoir que le débat soit à l'ordre du jour d'une prochaine réunion.

Pendant ce temps, la guerre en Ukraine se poursuit. Notre soutien politique, militaire, humanitaire et financier doit rester inébranlable, malgré les difficultés croissantes. C'est une obligation morale autant que stratégique. L'obtention d'un accord sur la nouvelle facilité pour l'Ukraine de 50 milliards d'euros, votée par le Parlement européen en octobre, est également un point stratégique. Il s'agit en effet de soutenir l'investissement et la croissance, pour l'Ukraine comme pour l'Europe.

La facilité pour l'Ukraine aidera le pays à se redresser, à se reconstruire et à se moderniser, ce qui se traduira, à l'avenir, par un soutien budgétaire moins important.

Devenir plus forts, plus unis et plus compétitifs dans un monde toujours plus changeant et plus hostile: cet objectif demande des ressources suffisantes. Beaucoup pensent encore que nous ne faisons que repousser le moment inévitable de faire des choix financiers difficiles.

Les différentes crises, liées à la pandémie, à l'invasion de l'Ukraine, au changement climatique, à l'énergie et au coût de la vie, ont toutes eu des répercussions. La hausse des taux d'intérêt a fait grimper le coût de nos emprunts au titre de NextGenerationEU. Avec les nouvelles missions que nous avons définies ensemble, le CFP a atteint ses limites. Ce Conseil européen doit donc parvenir à un accord. Un accord qui respecte les prérogatives du Parlement européen en tant qu'autorité budgétaire, comme le prévoient les traités. Un accord qui trouve une solution structurelle pour la gestion des coûts d'emprunt – et une partie de la solution réside dans les avancées en matière de ressources propres. Un accord qui protège les valeurs communes de l'Union sans transiger sur l'état de droit. Un accord qui garantisse que l'Union soit en mesure de réagir efficacement face aux crises et aux circonstances imprévues. Un accord, enfin, qui ne limite pas davantage les programmes phares qui sont, pour beaucoup, une représentation concrète de l'Union européenne.

C'est pourquoi le Parlement n'a cessé de demander une révision du CFP. Nous sommes prêts à poursuivre cette discussion.

Ensemble, déjà, nous avons trouvé un accord sur la législation relative à l'intelligence artificielle – la première au monde – et sur la législation relative aux matières premières critiques, que le Parlement a votée il y a deux jours. Nous avons réussi à renforcer notre indépendance énergétique et à promouvoir l'énergie propre. Nous avons adopté la législation sur le stockage de gaz et sur la réduction de la demande de gaz, et nous sommes sur le point de réformer nos marchés de l'électricité. Ensemble, nous sommes les leaders mondiaux en matière de politiques climatiques novatrices fondées sur le marché.

Nous avons atteint des objectifs qui semblaient hors de portée. Rien ne nous empêche de continuer sur cette voie.

Cela vaut également pour notre engagement au Proche-Orient, où des efforts accrus sont nécessaires pour faire face à la situation humanitaire à Gaza ainsi qu'aux conséquences, en Israël et au Moyen-Orient au sens large, de l'attaque terroriste du 7 octobre. L'Union européenne peut jouer un rôle moteur pour montrer la voie à suivre, préparer le lendemain, aider à la reconstruction, contribuer à la construction de la nation et envisager une stabilité réelle, durable, pérenne, fondée sur une solution à deux États. La guerre ne doit pas nous empêcher de parler de paix ni de chercher des solutions pour sauver des vies innocentes, faire cesser la terreur et imposer le respect du droit international, et pour offrir, aujourd'hui, un répit aux Palestiniens et de l'espoir aux Israéliens. Nous devons également veiller à ce que la Cisjordanie ne devienne pas un nouveau foyer de tensions dans la région.

Pour finir, permettez-moi d'évoquer le pacte sur la migration et l'asile. En dix ans, la solution n'a jamais semblé aussi proche. C'est donc avec confiance que j'insiste sur la nécessité de saisir l'occasion qui s'offre à nous. Un accord sur cet ensemble de dispositions législatives avant la fin de l'année serait une victoire décisive pour le centre pro-européen à l'action constructive, à la veille d'une année d'élections européennes. Nous devons montrer que l'Europe apporte des solutions aux problèmes qui préoccupent nos concitoyens.

Chers collègues,

Il nous incombe de prendre les bonnes décisions, même si elles sont difficiles. Faire accepter ces décisions, trouver des compromis, après tout, c'est pour cela que nous faisons de la politique. Pour mener des batailles qui semblent perdues d'avance... jusqu'à ce qu'elles soient gagnées, bien sûr. Nous sommes forts de l'expérience acquise et du travail législatif déjà accompli.

L'Europe a prouvé qu'elle pouvait montrer la voie à suivre et prendre les décisions qui s'imposent. Aujourd'hui encore, nous pouvons montrer la voie.